

Brochure n° 3307

Convention collective nationale

IDCC : 2264. – **HOSPITALISATION PRIVÉE**

AVENANT N° 1 DU 7 NOVEMBRE 2006
RELATIF AU DIF ET À L'OBSERVATOIRE PROSPECTIF DES MÉTIERS

NOR : ASET0750179M

IDCC : 2264

Entre :

La fédération de l'hospitalisation privée (FHP) ;

Le syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (SYNERPA),

D'une part, et

La fédération des services de santé et des services sociaux CFDT ;

La fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale CFE-CGC ;

La fédération santé et sociaux CFTC ;

La fédération santé action sociale CGT ;

La fédération des services publics de santé FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de prendre en considération l'exclusion de l'article 2.11 (titre II) et les réserves de l'arrêté d'extension du 1^{er} février 2006 de l'accord relatif à la mise en œuvre de la formation professionnelle tout au long de la vie, du 23 décembre 2004.

Article 1^{er}

Public

Dans l'article 2.8 : Public, il est rajouté un 3^e alinéa ainsi rédigé :

« En tout état de cause, après 6 ans d'ancienneté donnant lieu à acquisition de DIF, le cumul des droits ouverts sera égal à 120 heures pour les salariés temps plein, *pro rata temporis* pour les temps partiels, étant précisé que chacune de ces années donnera lieu à acquisition de 20 heures de DIF selon les mêmes règles. »

Article 2

Cadre

Dans l'article 2.9 : Cadre, le premier alinéa est complété par les dispositions suivantes :

« En tout état de cause, après 6 ans d'ancienneté donnant lieu à acquisition de DIF, le cumul des droits ouverts sera égal à 120 heures pour les salariés temps plein, *pro rata temporis* pour les temps partiels, étant précisé que chacune de ces années donnera lieu à acquisition de 20 heures de DIF selon les mêmes règles. »

Article 3

DIF et suspension du contrat de travail

L'article 2.11 du titre II de l'accord du 23 décembre 2004 est abrogé. Il est remplacé par un nouvel article 2.11 « DIF et suspension du contrat de travail » ainsi rédigé :

« Les absences assimilées par les dispositions légales et conventionnelles à du travail effectif, au sens du droit à congés payés, permettent d'acquérir un droit à DIF pendant ces périodes.

En outre, les périodes d'absence dans le cadre du congé de présence parentale ou du congé parental d'éducation sont intégralement prises en compte.

Pour les autres absences non visées par l'article 56 de la convention collective, le salarié garde le bénéfice du droit acquis. La suspension du contrat interrompt alors l'acquisition du droit et décale d'autant le délai légal de 6 ans. Le droit sera à nouveau ouvert dès la reprise de travail du salarié. »

Article 4

Financement de l'observatoire prospectif

Les dispositions du 4^e alinéa de l'article 4.2 : « le montant du financement nécessaire au fonctionnement de l'observatoire est fixé à 0,5 % du 0,5 collecté au titre de la contribution à la formation professionnelle » sont complétées par :

« dans la limite du plafond légal et réglementaire ».

Article 5

Dispositions finales

Les dispositions du présent avenant ayant valeur impérative, il ne peut y être dérogé dans un sens défavorable aux salariés.

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 7 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)